

REPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE TRANSITION

PRIMATURE

**MINISTRE DES TELECOMMUNICATIONS
ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE**

UNITE - TRAVAIL - PROGRES



**TERMES DE REFERENCE RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE
EN DEVELOPPEMENT SOCIAL (SDS) POUR L'UNITE DE GESTION DU
PROJET DE TRANSFORMATION NUMERIQUE DU TCHAD**

I. CONTEXTE

La connectivité numérique revêt une importance stratégique pour le Tchad, notamment par la croissance et l'innovation qu'elle crée dans tous les secteurs de l'économie, d'une part, et la cohésion sociale et territoriale qu'elle facilite, d'autre part.

Cette nécessité a amené le Gouvernement du Tchad à inscrire le développement de l'économie numérique comme priorité et levier de réalisation de l'Axe 3 : le développement d'une économie diversifiée et compétitive, de la Vision 2030 « le Tchad que nous voulons ».

Dans cette perspective, à l'issue d'une étude diagnostique de l'économie numérique du Tchad, le Gouvernement du Tchad a initié la préparation du projet de transformation numérique du Tchad avec un appui technique et financier de la Banque mondiale. L'objectif de développement du projet est « *Élargir l'accès à une connectivité large bande abordable et résiliente dans les zones ciblées et faciliter la fourniture des services publics numériques* ».

Le projet comprend quatre composantes qui sont :

Composante 1 : Connectivité à large bande résiliente au changement climatique et l'inclusion numérique

- 1.1. Cadres juridiques, réglementaires, fiscaux et institutionnel ;
- 1.2. Accès à la connectivité large bande en milieu rural ;
- 1.3. Accès à la connectivité large bande des institutions publiques ;
- 1.4. Compétences numériques et financières de base et intermédiaires.

Composante 2 : Fondements essentiels des services numériques

- 2.1. Fondations techniques de l'e-gouvernement ;
- 2.2. Numérisation des services financiers dont les paiements ;
- 2.3. Numérisation de certains services publics ;
- 2.4. Capacités numériques du secteur public.

Composante 3 : Gestion du projet et soutien à la mise en œuvre

Composante 4 : Élément d'intervention d'urgence

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de Transformation Numérique du Tchad, le Gouvernement souhaite recruter le personnel de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

Les présents Termes de Référence sont publiés en vue de pourvoir au poste du **Spécialiste en Développement Social** de l'UGP de la Transformation Numérique du Tchad.

II. MANDAT DU SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT SOCIAL

Sous l'autorité du Coordinateur du projet, le/la Spécialiste en Développement social est chargé(e) de veiller au respect de l'application des mesures de gestion efficace des risques sociaux telles préconisées dans les instruments E&S lors la mise en œuvre du projet, y compris la préparation des instruments opérationnels requis, tout ceci dans le respect des normes et standards en

la manière et la mise en œuvre des engagements pris par le projet, de façon inclusive et avec l'implication des parties prenantes. Il travaillera en étroite collaboration avec les spécialistes en sauvegarde environnementale, en suivi-évaluation et en passation des marchés du projet. Pour ce faire, il/elle est chargé (e) :

- Suivi de la mise en œuvre des aspects Sociaux, du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PESS) et d'autres documents environnementales et sociales comme le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), PMPP y inclus le MGP, Cadre de Reinstallation (CR), le PGMO dans ses aspects emploi, conditions de travail et protection sociale), du projet
- Veiller à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes du projet à travers l'implication, la consultation et la participation de l'ensemble des parties prenantes engagées dans la mise en œuvre du projet y compris les potentielles PAP, les groupes vulnérables dont les PAP avec des déficiences (handicap physique et mentaux), assurer la prise en compte du genre, l'inclusion sociale (groupes vulnérables comme les minorités sur la base de l'appartenance ethnique ou de l'activité économiques, les personnes en situation de handicap, etc.), l'évaluation et la gestion des risques de VBG/EAS durant la phase des travaux, etc.
- Assurer la diffusion et l'utilisation des outils élaborés en matière de Sauvegarde Sociale ;
- Organiser des séances de renforcement des capacités des acteurs du projet en matière de Sauvegarde Sociale,
- Assurer la mise en place et le fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes, et inclure les informations sur les plaintes dans les rapports de suivi de volet sauvegarde sociale
 - de conduire les procédures de sélection environnementale et sociale « Screening » des sous-projets et à la préparation des instruments qui résulteront de la conclusion du processus de sélection environnementale et sociale ;
 - d'assurer la validation de la classification environnementale des sous-projets par les structures compétentes (conformément aux dispositions du CGES) et la confirmation des mesures de mitigation y afférentes ;
 - de valider, en collaboration avec le /la Spécialiste en sauvegarde environnementale, des Termes de Référence (TdRs) des Etudes d'Impacts Environnemental et Social (EIES), des Plans de Gestion Environnementale et Social, des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) des sous projets si nécessaire et contribuer au recrutement de consultants et bureaux d'études qualifiés pour mener lesdites études ;
 - d'assurer le suivi des consultants et des bureaux d'études retenus pour la préparation des instruments de sauvegardes environnementale et sociale ;
 - d'informer et de sensibiliser les Parties Prenantes du Projet par rapport aux prescriptions des documents de sauvegardes environnementales et sociales ;
- Assurer les activités de réinstallation et foncier notamment l'identification et la mise en œuvre de toutes les étapes des Plans d'Action de Réinstallation (PAR) (élaboration des TdRs, préparation de PAR, approbation, consultation, compensation, diffusion, etc.) pour éviter ou minimiser la réinstallation involontaire ;
 - d'identifier des mesures d'accompagnement afférentes aux plans d'action de réinstallation (PAR) des populations affectées par les sous projets ;
 - d'assurer la revue des rapports soumis par les consultants retenus ;

- S'assurer, (i) que les DAO des travaux incluent des clauses sur le volet Sauvegarde Sociale, appropriées et que les tableaux de devis quantitatifs estimatifs contiennent les lignes nécessaires pour budgétiser les aspects Sauvegarde Sociale, (ii) que les TDR/Contrats des Cabinets de contrôle incluent la supervision des clauses Sociale, et (iii) que les aspects Sauvegarde Sociale, fassent partie intégrante du processus de réception provisoire ou définitive des travaux. Dans tous ces documents et activités, le volet social inclue les aspects de réinstallation, de HSS, de GIS et de VBG/EAS/HS ;
- de faire la revue des projets de contrats pour s'assurer de la prise en compte des obligations environnementales et sociales ;
- d'assurer le respect des aspects contractuels des entreprises relatifs aux dispositions environnementales et sociales ;
- Renforcer des capacités, en collaboration avec le/la Spécialiste en sauvegarde environnementale, des agences d'exécution ainsi que les parties prenantes clés du projet sur les questions environnementales et sociales dans les projets ;
- de veiller à la mise en œuvre de toutes les dispositions des autres instruments environnementaux et sociaux (PMPP, PGMO, CPR, etc.) développés sur le projet ;
- d'assurer, en collaboration avec le Spécialiste en sauvegarde environnementale, la mise en œuvre et le suivi de l'opérationnalité du mécanisme de gestion des plaintes du projet ;
- de veiller à la prise en compte effective des enjeux sociaux à toutes les étapes incluant la réalisation des sous-projets sur le terrain par les différents acteurs (acteurs de la planification des activités, prestataires, bénéficiaires des sous-projets etc.) ;
- d'assurer la mise en œuvre effective de démarches participatives ;
- d'assurer le suivi de la prise en compte du genre dans toutes les activités du projet et dans la rédaction des documents ;
- de contribuer à l'identification des opportunités spécifiques pour les personnes vulnérables (femmes, jeunes, personnes âgées, survivantes aux VBG/EAS/HS et vivantes avec handicap) ;
- d'assurer le suivi et l'évaluation des indicateurs sociaux consignés dans les mesures de sauvegarde environnementale du projet ;
- d'assurer le suivi et l'évaluation des différentes activités et sous-projets du projet en vue d'apprécier l'effectivité de la prise en compte des aspects planification locale et genre ;
- de définir les procédures d'élaboration, de diffusion, d'application et de mise à jour des directives sociales du projet et de veiller à leur application ;
- de développer un système de coordination et d'échanges avec d'autres institutions à l'échelle communale, régionale et nationale, pour mieux prendre en compte les préoccupations sociales à chaque niveau ;
- d'animer des séminaires de renforcement de capacités en matière de gestion des aspects sociaux ;
- de participer aux missions d'accompagnement des partenaires techniques et financiers ;
- de produire les rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre des aspects sociaux du projet ;

- d'exécuter toutes tâches à lui confiées par le coordinateur du projet et qui sont en relation avec ses attributions.

III. QUALIFICATIONS REQUISES

Le/la Spécialiste en Développement sociale devra être titulaire d'un diplôme universitaire, de minimum (BAC +4) en Sciences sociales (sociologie, Anthropologie, psychologie sociale, droit, économie-) ou toute autre discipline équivalente.

Il/Elle devra avoir les expériences suivantes :

- Avoir une expérience professionnelle globale d'au moins 10 ans en matière d'évaluation environnementale ;
- Avoir une expérience dans le domaine du développement social et des approches genres de projets de développement financés par le Banque mondiale ;
- Avoir pris part à une formation ayant abouti à l'obtention d'une attestation de formation ou de participation sur le Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale est un atout ;
- Justifier d'une expérience d'élaboration d'un instrument environnemental et social pour un projet financé par la Banque mondiale sur lequel s'applique le Cadre Environnemental et Social (CES) ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte juridique et institutionnel de l'évaluation environnementale et sociale au Tchad ;
- Avoir une bonne aptitude pour la communication orale et écrite en français ;
- Avoir une bonne aptitude à travailler sous pression et en équipe ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (notamment les logiciels Word, Excel, Power Point, Access, SIG etc.).

Une familiarité pratique avec la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociale de la Banque mondiale serait un atout.

IV. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels conformément aux Directives de la Banque Mondiale pour la Sélection et l'Emploi de Consultants, (édition 2023).

Les performances du Spécialiste en Développement Sociale du projet seront évaluées tous les six (6) mois sur la base d'un contrat de performance établi conjointement avec indication des résultats fixés. Les critères d'évaluation seront définis de commun accord entre le Gouvernement et la Banque Mondiale. Les résultats de l'évaluation seront partagés avec le Gouvernement et la Banque Mondiale.

Le recrutement se fera suivant une procédure compétitive et sera effectué par appel à candidatures. Il comportera deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par

l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Les dossiers de candidatures devront être déposées au plus tard le _____ à **10h00, heure de N'Djamena**, avec la mention : « **Recrutement d'un/une Spécialiste en Développement social pour l'Unité de Gestion du Projet de la Transformation Numérique du Tchad** », au Secrétariat du Projet SWEDD, sis au quartier Repos, rue de 30m dans le 4ème arrondissement, Av. Gal Ali BRAHIM à côté du Lycée de la Liberté Tel : (+235) 22 53 10 56, N'Djaména – Tchad email : sweddtchad@gmail.com, Les Candidatures féminines sont fortement encouragées.

L'avis de recrutement et les termes de référence sont à consulter sur le site web du Projet : www.sweddchad.org

Seuls les candidats sélectionnés à chaque étape du processus seront informés aux adresses e-mail et téléphoniques mentionnées dans leur CV.

Les dossiers devront comprendre :

- Une lettre de motivation (maximum 2 pages) signée par l'intéressé ;
- Un Curriculum Vitae (CV) détaillé dûment signé incluant trois (3) références professionnelles ;
- Copies certifiées conformes des diplômes et autres attestations ;
- Copies certifiées conformes des attestations de travail prouvant les expériences acquises mentionnées dans le CV.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : **09 h 30 à 15 h 30**.

NB : Tout dossier incomplet fera l'objet d'un rejet et seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour le reste du processus de recrutement.

V. CRITERE DE SELECTION

✓ Qualifications générales et aptitude pour les tâches à accomplir :	20%
✓ Expérience dans les tâches précises décrites dans les termes de référence :	50%
✓ Capacité linguistique :	15%
✓ Expérience avec les Partenaires Technique et Financiers :	10%
✓ Connaissance de la région :	05%

VI. LIEU, DUREE DE LA MISSION

Le poste est basé à N'Djamena avec des déplacements dans les différentes zones d'exécution du projet. Le contrat initial est d'un (01) an, renouvelable sur la base de performance annuelle jusqu'à la fin du projet.

VII. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE

Dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues, le/la Spécialiste en Développement sociale est habilité (e) à demander tous documents administratifs, financiers et techniques qu'il/elle juge utile à l'accomplissement de sa mission.

Par ailleurs, il ou elle recevra ampliation de tous les documents de planification, de programmation, de budgétisation, de passation des marchés, de gestion environnementale et sociale et des différents rapports périodiques élaborés dans le cadre du projet.

VIII. CONDITIONS D'EMPLOI

Le/La Spécialiste en Développement social sera un agent contractuel de l'Unité de Gestion de Projet (UGP). Pour les cadres de l'Administration Publique, il ou elle devra disposer d'un acte matérialisant sa mise en disponibilité de la Fonction Publique. La date d'effet de cet acte doit être la date de prise de service de l'intéressé.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat de travail établi.

IX. AUTRES CONDITIONS

Le Consultant sera sélectionné(e) selon la procédure de recrutement d'un consultant individuel (CI) en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projet d'Investissement » de la Banque Mondiale de juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Il reste entendu que le recrutement d'un candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions de la clause 3.23 d) du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de projets d'Investissement (FPI) de Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020 qui précisent que les responsables d'administrations publiques et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur/Bénéficiaire peuvent être engagés dans le cadre de contrats de consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque :

- Leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ;
- Leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur/Bénéficiaire.

Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions de la clause 3.15 d) du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) » datées de Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre

2020 relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.